



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE MER,  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
ET DE L'IMMIGRATION

## NOTICE DESCRIPTIVE D'ACCESSIBILITE pour tous les ERP du 1er groupe et les ERP du 2ème groupe avec locaux à sommeil

### 1 - RAPPELS

#### *Réglementation*

Loi n° 2005-102 du 11 février 2005

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007-  
modifié par Décrets n°2017-431 du 28 mars 2017 et n°2017-456 du 29 mars 2017

Arrêté du 20 avril 2017

#### *L'obligation concernant les ERP et IOP*

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.**

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

#### *Définition de l'accessibilité*

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer à tous l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

### 2 - OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

**En fin de travaux soumis à permis de construire** l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES RÈGLES D'ACCESSIBILITÉ** telle que définie par les articles R.111-19-27 et R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

*Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire.*

***Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.***

*Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article R.111.19.27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.*

### **3 - EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ**

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

**CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE  
AT-ERP 10 NOTICE D'ACCESSIBILITE AUX PMR**

**Dénomination de l'établissement :**

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE  
Chef d'établissement : Jérôme MALFROY, Directeur du GHEMM

**Adresse principale :**

6 Rue Jean Girardet  
54300 LUNEVILLE

**Maîtrise d'ouvrage :**

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - GHEMM  
6 Rue Jean Girardet  
54300 LUNEVILLE

**Maîtrise d'œuvre (Nom ou raison sociale de l'architecte) :**

AGENCE FRANCOIS-HENRION-MALGRAS, Mandataire  
52 Impasse de Montreville  
54000 NANCY

**Organisme de contrôle :**

SOCOTEC CONSTRUCTION  
1 Rue du Clocher de Vézelize  
54230 CHAVIGNY

**Personne à contacter pour obtenir des précisions sur le projet ou solliciter des documents ou complémentaires :**

AGENCE FRANCOIS-HENRION-MALGRAS, Mandataire  
Sébastien MALGRAS, Architecte  
03.83.96.24.88  
contact@francois-henrion-malgras.com

**Descriptif des activités envisagées dans l'établissement recevant du public :**

L'établissement est le centre hospitalier de LUNEVILLE.

**Le projet porte uniquement sur la restructuration de la Pharmacie à usage intérieur (PUI), située au R+1 du bâtiment GALLE (Cloître). Cet étage est à usage du personnel de l'Hôpital uniquement, non accessible au public.**

**Les activités existantes au sein de l'hôpital ne sont pas modifiées dans le cadre du projet. La PUI est existante, le projet concerne sa restructuration intérieure.**

Dans le cadre de la restructuration de la PUI, des travaux en façade et des aménagements extérieurs sont réalisés au niveau du parking du personnel. Ces travaux font l'objet d'une DP déposée en Mairie en parallèle de la présente demande d'AT-ERP :

- Création d'un enclos extérieur pour la CTA, au niveau du parking du personnel
- Remplacement des fenêtres de la PUI par des châssis fixes
- Modification de toiture et création d'un chien-assis technique avec caisson d'habillage en façade pour passage de gaines aérauliques.

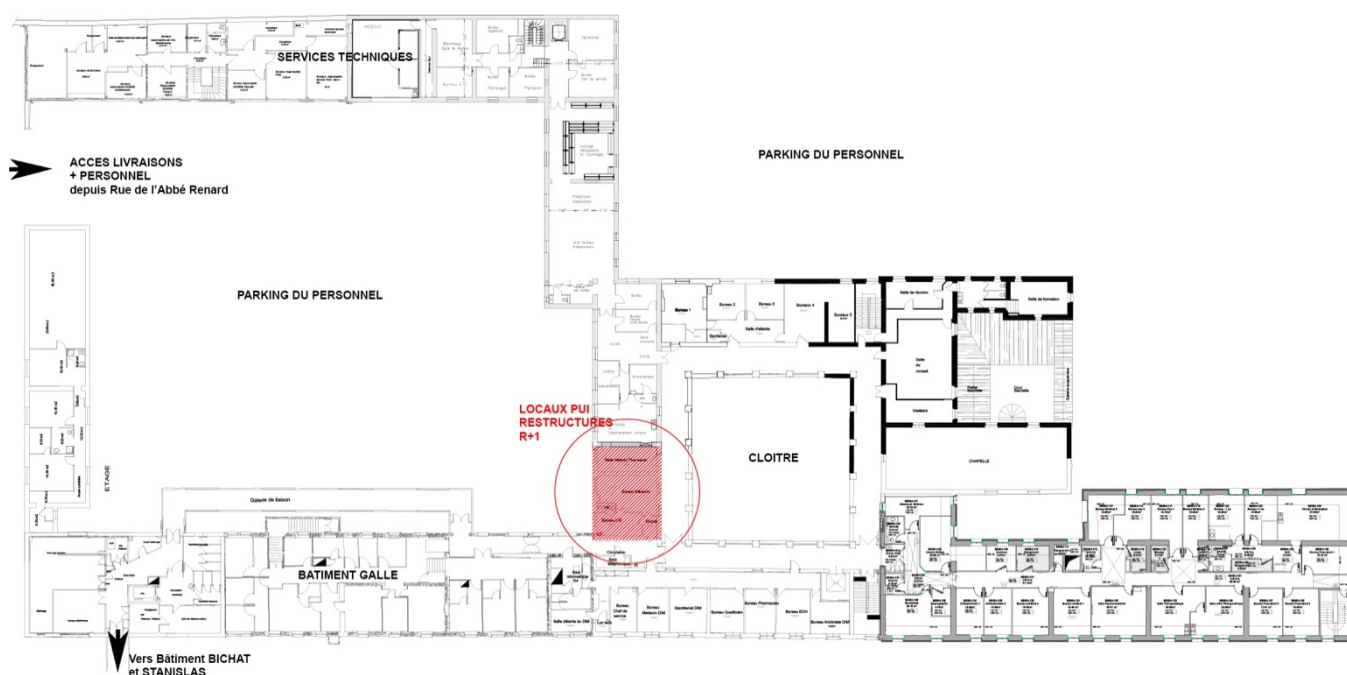
# CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE AT-ERP 10 NOTICE D'ACCESSIBILITE AUX PMR

## I - Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

Le projet porte uniquement sur la restructuration de la Pharmacie à usage intérieur (PUI), située au R+1 du bâtiment GALLE (Cloître). Cet étage est à usage du personnel de l'Hôpital uniquement, non accessible au public.

Il s'agit de locaux existants (Salle détente PUI + locaux « Santé au travail ») qui sont restructurés afin de créer les laboratoires de la PUI et ainsi répondre à des exigences d'exploitation formulées par l'ARS (classement des locaux à atmosphère contrôlée stérile pour fabrication de médicaments stériles).

Cet espace se situe au R+1 du bâtiment GALLE (Cloître), étage réservé au personnel, comme indiqué ci-dessous :



CH LUNEVILLE – Plan localisation projet  
R+1

### 1.1 - Classement proposé à la commission à l'issue des travaux réalisés :

Les activités et les effectifs sont établis en application du règlement de sécurité.

**Le projet ne modifie ni les activités au sein de l'établissement, ni les effectifs actuellement déclarés.**

**ERP de type U de 2<sup>ème</sup> catégorie, effectif de 779 personnes.**

Types (activité principale et annexes) :

**Centre hospitalier, ERP de type U (Hôpital)**

Catégories :

**Établissement de 2<sup>ème</sup> catégorie, avec locaux de sommeil**

**Effectifs (public / personnel) :**

**Effectif total déclaré : 779 personnes**

**1.2 – Le cas échéant, classement initial de l'établissement :**

**Le projet ne modifie pas le classement initial de l'établissement.  
ERP de type U de 2<sup>ème</sup> catégorie, effectif de 779 personnes.**

**1.3 – Surfaces**

**Le projet ne modifie pas les surfaces actuellement déclarées comme accessibles au public.  
Le projet porte sur la restructuration de locaux existants réservés au personnel hospitalier,  
pour une surface totale restructurée de 62m<sup>2</sup> environ.**

**II – Accès extérieurs :**

**- Cheminements extérieurs**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI. L'accès du personnel à la PUI est existant et non modifié dans le cadre du projet.

Les cheminements extérieurs et accès publics sont existants.

**- Accès**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI. L'accès du personnel à la PUI est existant et non modifié dans le cadre du projet.

Les cheminements extérieurs et accès publics sont existants.

**- Portes**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI.

Les blocs-portes extérieurs sont existants et non remplacés dans le cadre du projet. Le projet ne prévoit le remplacement que de portes intérieures dans le cadre de la restructuration des locaux de la PUI.

**- Parking**

Le parking public, accessible depuis la rue Jean Girardet, est existant et non modifié. Celui-ci est parfaitement accessible au PMR et dispose de places réservées et signalées.

La création d'un enclos CTA dans le projet de restructuration de la PUI, sur le parking du personnel implique la suppression de 2 places. Dans le cadre du projet, la place PMR existante supprimée est recréée à proximité de l'entrée CSAPA : celle-ci sera conforme aux normes en vigueur, elle sera parfaitement visible et signalée.

Le parking du personnel d'une capacité de 134 places dispose de 3 places PMR conformément à la réglementation.

### **III – Circulations intérieures :**

#### **- Dégagement et circulations horizontales**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants.  
Les dégagements et circulations intérieures horizontales sont existants et non modifiés dans le cadre du projet. A noter que l'étage est réservé au personnel et que l'effectif actuel n'est pas modifié.

#### **- Escaliers**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants.  
Les escaliers sont existants et non modifiés dans le cadre du projet. A noter que l'étage est réservé au personnel, les escaliers ne sont pas accessibles au public.

#### **- Ascenseurs**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants.  
Les ascenseurs sont existants et non modifiés dans le cadre du projet. A noter que l'étage est réservé au personnel.

#### **- Portes**

##### Portes de recoupement des circulations horizontales :

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants.  
Les portes de recoupement sont existantes et conservées.

##### Portes des cages d'escaliers :

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants.  
Les portes des cages d'escaliers sont existantes et conservées.

##### Portes des locaux accessibles au public :

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants réservés au personnel (locaux non accessibles au public).  
Les portes remplacées ou créées dans le cadre du projet seront toutefois accessibles aux PMR avec une largeur de passage de 83cm minimum.

#### **- Sols**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants réservés au personnel (locaux non accessibles au public).  
Les revêtements de sols posés dans le cadre du projet seront toutefois accessibles aux PMR avec des ressauts de 2cm maximum, ou 4cm avec seuil chanfreiné si nécessaire. Les revêtements seront non meubles et non glissants : sols souples PVC.

### **IV – Installations intérieures :**

#### **- Sanitaires**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants réservés au personnel (locaux non accessibles au public).  
Aucun sanitaire n'est créé ou restructuré dans le cadre du projet.

- **Vestiaires**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants réservés au personnel (locaux non accessibles au public).

Aucun vestiaire n'est créé ou restructuré dans le cadre du projet.

- **Eclairage**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants réservés au personnel (locaux non accessibles au public).

Les locaux restructurés seront éclairés conformément aux exigences du Code du travail.

- **Confort acoustique**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants réservés au personnel (locaux non accessibles au public).

Les locaux restructurés sont des locaux de production pharmaceutique (laboratoires), ne devant répondre à aucune exigence en termes d'acoustique.

- **Dispositions visant à faciliter l'accueil des personnes en situation de handicap**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants réservés au personnel (locaux non accessibles au public).

Les locaux restructurés sont réservés au personnel de la Pharmacie, ils ne sont pas accessibles au public ni aux PMR pour des raisons de process technique (locaux à atmosphère contrôlée stérile pour fabrication de médicaments stériles) et de sécurité (risque chimique) non compatible avec une quelconque invalidité des pharmaciens et des techniciens de laboratoire travaillant dans ces locaux.

**V – Demande(s) de dérogation**

**Aucune dérogation n'est demandée au titre de l'accessibilité.**

Sans objet dans le cadre du projet de restructuration de la PUI : restructuration de locaux existants réservés au personnel (locaux non accessibles au public).

*Je soussigné, Jérôme MALFROY, Directeur du GHEMM, m'engage à respecter les dispositions édictées dans la présente notice et m'engage à respecter les règles générales de construction, prise en application du chapitre 1er du titre 1er et du livre 1er du Code de la Construction et de l'habitation.*

*Date et signature*